



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

## **Réouverture des écoles : rien n'est prêt pour éviter une seconde vague potentielle de l'épidémie**

Les annonces faites par Emmanuel Macron, sur la réouverture progressive des écoles et établissements scolaires à partir du 11 mai suscitent l'inquiétude et l'incompréhension des personnels, des élèves et de leur famille.

Si le discours sur les inégalités scolaires qui se creusent est juste, il ne peut pas servir d'alibi à une décision prise, avant tout, pour répondre aux pressions du patronat. Rappelons que la politique sociale et éducative menée par le président n'a fait que les renforcer depuis 3 ans. Pour l'heure, nous ne pouvons que constater les risques que ferait courir à toute la population l'ouverture des écoles et des établissements scolaires dès le 11 mai.

D'ailleurs, en prolongeant au-delà de cette date la fermeture des cafés, restaurants, lieux de culture, le président de la République prend acte d'une situation de danger pour la population, nécessitant la plus grande vigilance et le maintien des mesures barrières, seules capables de contenir la propagation de l'épidémie pour l'instant.

C'est dans ce contexte que la CGT Éduc'action a rencontré le ministre de l'Éducation le jeudi 16 avril et lui a demandé de communiquer les mesures sanitaires prévues par le gouvernement pour accompagner l'ouverture des écoles et des établissements scolaires.

Elle n'a obtenu aucune réponse précise, et personne ne sait :

- si le gouvernement sera capable de mettre en place une politique massive de tests (préconisation du président du conseil scientifique et de l'OMS...) pour les personnels et les élèves, réputés fréquemment asymptomatiques ;
- si les collectivités territoriales seront en capacité d'assurer tous les jours la désinfection des écoles, services et établissements scolaires, dans le respect de la santé de leurs agent-es ;
- si la fourniture des matériels de protection (gel hydroalcoolique, gants et masques de santé...) sera en quantité suffisante pour les agent-es et les élèves ;
- s'il est possible de garantir la diminution des effectifs par classe, pour permettre la distanciation sociale pour l'ensemble des niveaux et pour tous les lieux fréquentés par les élèves et les personnels ;
- s'il sera possible de prendre en compte (autorisation spéciale d'absence) les situations et les personnels pour lesquels cette distanciation n'est pas possible (AESH, professeur-es documentalistes...).

Personne ne croit que ces conditions pourront être remplies. De même, la sécurité sanitaire de l'ensemble des salarié-es appelé-es à reprendre le travail n'est pas assurée.

La réouverture des écoles et établissements permettrait le « brassage » de plus de 12 millions d'élèves en contact avec leurs parents (parfois à risque) et les personnels, multipliant les possibilités de propagation du virus.

Pour l'heure, aucun consensus scientifique ne permet d'assurer que cela ne conduirait pas à une seconde vague rapide de l'épidémie, alors que les services de réanimation sont toujours saturés et les soignant-es épuisés.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action demande au gouvernement de renoncer à toute ouverture des établissements scolaires le 11 mai.

Montreuil, le 17 avril 2020